



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGERIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ALGER

N° 103 – Juillet & Août 2021

Activité économique – 1^{er} trimestre 2021

**Croissance du PIB de 2,3 % au T1 2021,
portée par les hydrocarbures (ONS)**

La publication par l'Office National des Statistiques (ONS) des [« Comptes nationaux trimestriels »](#) pour le premier trimestre 2021 (T1 2021), fait état d'une reprise de l'activité économique, à +2,3 %, par rapport au premier trimestre 2020 (T1 2020).

Cette hausse est principalement due au redémarrage du secteur des hydrocarbures, qui affiche une croissance de 7,5 %, tandis qu'à la même période de 2020, ce dernier reculait de 13,3 % sous l'effet de la crise sanitaire.

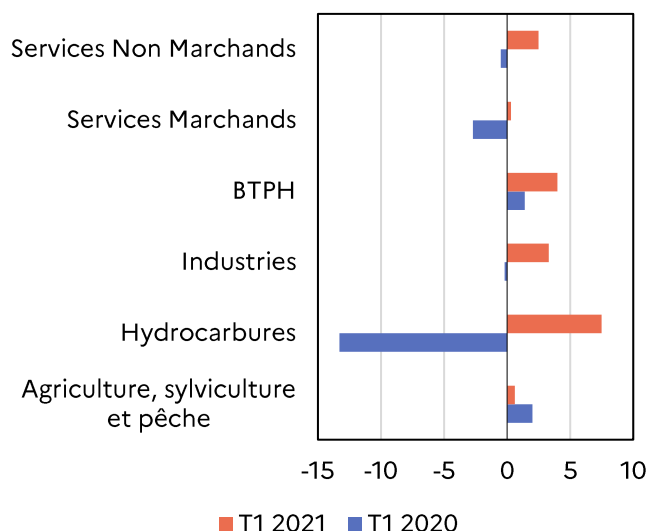
La croissance hors hydrocarbures était de 1,4 % au T1 2021, alors qu'elle avait diminué de 1,2% au T1 2020. Les secteurs du BTP (+4 %), de l'industrie (+3,3 %) et des services non marchands (2,5 %) sont les principaux contributeurs à la reprise (hors hydrocarbures) de l'économie algérienne.

Dans le détail, la croissance du secteur du BTP est portée par le rebond des travaux publics (+8 %), permis par l'augmentation des dépenses publiques actée dans la Loi de Finances Complémentaire 2021. Le secteur du BTP avait connu un recul de 8 % au T1 2020. Cette

dynamique de reprise des investissements de construction se retrouve dans l'industrie, puisque les secteurs des ISMME (Ingénierie des systèmes, Matériaux, Mécanique, Energétique) et des celui des matériaux de construction, affichent respectivement des taux de croissance de 8 % et 5,2 %. L'industrie agroalimentaire maintient sa dynamique avec une croissance de 4,1 % au T1 2021, dans la lignée du premier trimestre 2020 (+3,2 %). Enfin, les services non marchands sont portés par la croissance en volume du secteur immobilier de +3%, contre 2,3 % sur un an), et par la reprise des dépenses de consommation des administrations publiques (+2,5 %, contre une contraction de 0,7 % au premier trimestre 2020).

Evolutions du PIB, par secteur (%)

Source : ONS

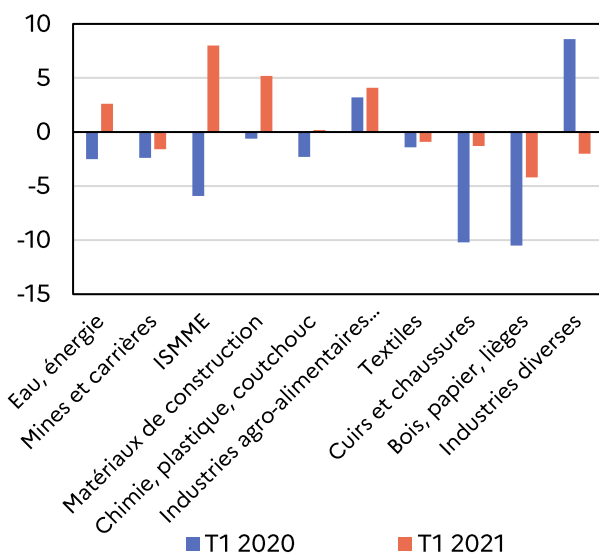


Enfin, au niveau agrégé, la consommation repart à la hausse, aussi bien pour les ménages (+1,8%, contre un recul de 0,7% au T1 2020) que pour les administrations publiques. L'investissement, qui s'était contracté de 4,5% au premier trimestre 2020, croit de nouveau de 3,3% au T1 2021.

22,5 %, portées par la reprise des ventes d'hydrocarbures. Le solde des échanges commerciaux entre les deux pays demeure excédentaire pour la France, à 163 MEUR. Il est cependant en recul de 81 % par rapport au premier semestre 2020.

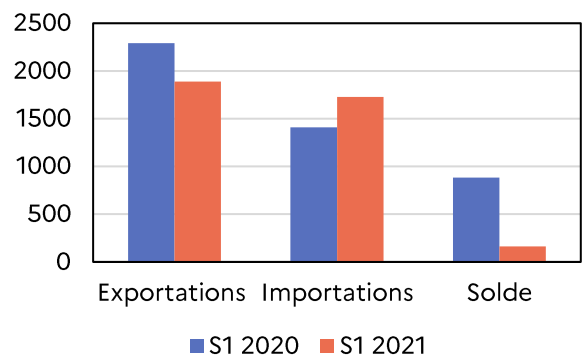
Valeur ajoutée, par secteur (%)

Source : ONS



Evolution des échanges France-Algérie au S1 2021 (en M EUR)

Source : Douanes françaises



Echanges commerciaux

Contraction du solde français avec l'Algérie au 1^{er} semestre 2021

D'après [les données des Douanes françaises](#) au premier semestre 2021, les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie s'affichaient à 3,6 Mds EUR, en baisse de 2% par rapport au premier semestre 2020.

Au premier semestre 2021, la France a exporté vers l'Algérie l'équivalent de 1,9 Md EUR de biens, en baisse de 17,5 %. Les importations françaises en provenance d'Algérie ont, pour leur part, atteint un peu plus de 1,7 Md EUR, en hausse de

Les ventes françaises en Algérie de produits agricoles subissent un recul de 57% en rythme annuel, à 413 MEUR. Ce recul s'explique par la contraction des ventes de céréales (en particulier le blé tendre) qui ont représenté 16% du total des exportations au 1^{er} semestre 2021, contre 29% au 1^{er} semestre 2020. La baisse des exportations françaises est également tributaire du recul des ventes de produits pharmaceutiques (-24 % au 1^{er} semestre 2021, à 171 MEUR).

En parallèle, les ventes de matériels de transport affichent une forte progression (+61%, à 366 MEUR). Les ventes de véhicules automobiles, premier poste français exportateur au 1^{er} semestre 2021, représentent l'essentiel de la progression de cette catégorie, soit + 105 % par rapport au 1^{er} semestre 2020, à 301 MEUR.

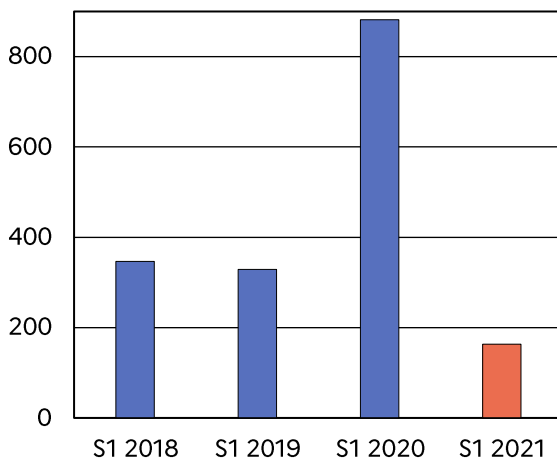
S'agissant des importations françaises d'Algérie, le secteur des hydrocarbures reste très largement prédominant. Au 1^{er} semestre 2021, les achats d'hydrocarbures représentaient 91 % du total des importations françaises en provenance d'Algérie,

pour un montant de 1,7 Md EUR, en hausse de 22% par rapport au 1er semestre 2020.

Dans le détail, les importations françaises sont principalement composées, à 43% de pétrole brut (+47%; 745 MEUR); 24% de gaz naturel (-7%; 419 MEUR); et 24% de carburants (+23%; 406 MEUR).

Solde bilatéral (MEUR ; S1 2018-2021)

Source : Douanes françaises



Hausse des exportations algériennes au premier trimestre 2021

Les autorités algériennes ont publié [les résultats du commerce extérieur au 1^{er} trimestre 2021](#) qui chiffrent les échanges commerciaux de l'Algérie à 2 235,3 Mds DZD, soit 14,2 Mds EUR (+17% sur un an), contre 1 916,9 Mds DZD au 1^{er} trimestre 2020.

Les exportations algériennes au 1^{er} trimestre étaient de 1 036 Mds DZD (6,5 Mds EUR), contre 815 Mds DZD (5,9 Mds EUR) au cours du 1er trimestre 2020, soit une hausse de 27,2%. Les importations algériennes se sont pour leur part élevées à 1 200 Mds DZD (soit 7,6 Mds EUR) au 1er trimestre 2021, contre 1 103 Mds DZD (8 Mds EUR) au cours de la même période 2020, soit une hausse de 8,8% en dinars, mais une réduction de 5% de la facture d'importation libellée en devises étrangères.

Ces évolutions se sont traduites par une réduction du déficit commercial algérien, qui

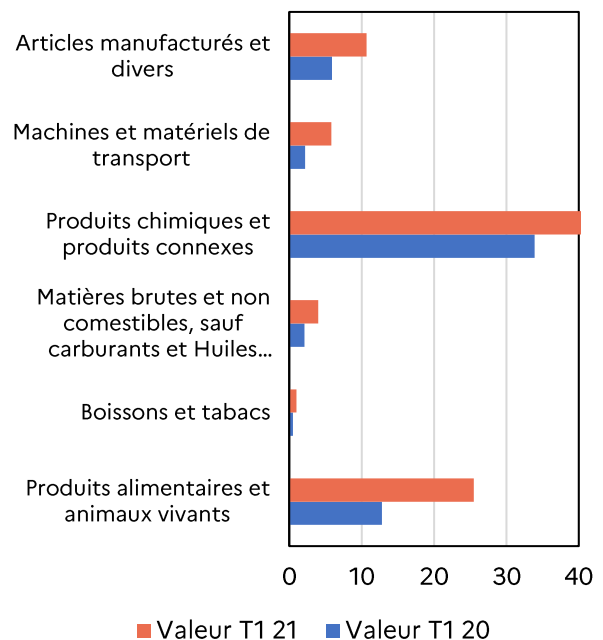
passa de 288 Mds DZD (2,1 Mds EUR) pour le 1^{er} trimestre 2020, à 163,6 Mds DZD (1 Md EUR) durant le 1er trimestre 2021, correspondant à une économie d'1,1 Md EUR.

Le principal moteur des exportations algériennes demeure les ventes d'hydrocarbures, qui ont augmenté de 21,7% en un an, passant de 757 Mds DZD au T1 2020 à 921 Mds DZD au T1 2021 (soit 5,8 Mds EUR). Ces ventes constituent 89% du total des exportations algériennes au T1 2021.

Les principaux postes d'exportations algériens hors hydrocarbures sont en progression au 1^{er} trimestre 2021. Premier poste d'exportations hors hydrocarbures, les produits chimiques ont connu la plus forte hausse en valeur (+34 Mds DZD soit 216 MEUR; +100,3% sur un an).

Principaux postes hors hydrocarbures (Mds DZD)

Source : ONS



Enfin, les autorités algériennes ont communiqué sur les résultats des importations sur la même période. Leur hausse s'expliquerait principalement par la progression du 1^{er} poste d'importation, celui des machines et matériels de transport, en

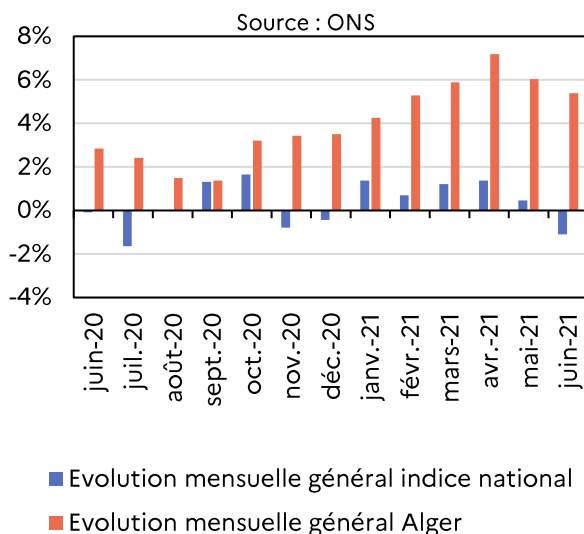
hausse de 5% à 343,6 Mds DZD, ainsi que par les produits alimentaires (+35 % à 297 Mds DZD).

Inflation

Indice des prix à la consommation au 1er semestre 2021

D'après [les données publiées par l'ONS](#), l'évolution mensuelle de l'indice des prix général à Alger est en hausse au premier semestre 2021, en moyenne de 5,7%. La hausse demeure plus contenue au niveau national, à 0,7%.

Evolution des variations mensuelles indices des prix à la consommation Alger/National (%)



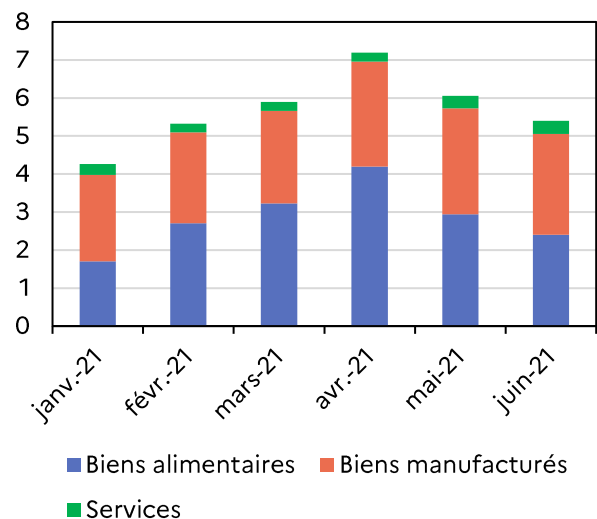
Au niveau de la ville d'Alger, cette tendance à la hausse est continue depuis octobre 2020, alors que l'indice des prix national a, pour sa part, enregistré des baisses en novembre et décembre 2020. Plus précisément, la hausse est en partie attribuable à l'évolution de l'indice des prix alimentaires, qui a progressé de 5% à Alger durant le premier semestre.

En analysant ses composantes, il apparaît que l'inflation durant le premier semestre, a été principalement tirée par la hausse des prix des

biens alimentaires (exception du mois de juin). Toutefois, depuis le mois d'avril, l'augmentation des prix des biens manufacturés est significative dans sa contribution globale à l'indice des prix à la consommation, puisque ces derniers étaient même les premiers responsables de la hausse des prix en juin 2021.

Inflation au S1 2021, par produit (%)

Source : ONS



Pour mémoire, le FMI estime, que l'Algérie devrait connaître, en 2021, une inflation de 4,9%, devancée, sur le plan régional, par la Tunisie, à 5,8%, et la Libye à 18,2%. Le Fonds prévoit une inflation de 0,8% pour le Maroc et 4,8% pour l'Egypte. Le FMI anticipe une progression de l'inflation à 6% en 2022 pour l'Algérie. Sur le plan régional, seul le Maroc maintiendrait un taux d'inflation en-dessous de 2% entre 2020 et 2022.

L'inflation sur les produits alimentaires érode de plus en plus le pouvoir d'achat des ménages

Phénomène sous-jacent depuis plusieurs années, l'inflation touche de plus en plus en Algérie des produits essentiels de large consommation (à l'exception de ceux à prix fixe soutenu par l'Etat, comme la baguette de pain et le lait pasteurisé en sachet) tels que les pâtes, la semoule, la farine, les légumes secs, la pomme de terre ou la sardine.

A titre illustratif, une étude non exhaustive diffusée par [l'association de protection du consommateur \(Apoce\)](#) étudie l'évolution des prix moyens en 2010 et 2021, et en conclut que la moyenne des prix des produits de consommation de base est passée, sur la période, du simple au double.

Les données de l'Office National des Statistiques (ONS) disponibles font état fin 2020 d'un relèvement des prix de certains produits, essentiellement les pâtes alimentaires (+ 15,5%), les légumes secs (+ 6,3%). D'ailleurs, ces derniers jours, les prix des fruits et légumes enregistrent une nouvelle hausse et prix de la volaille flambent également (de 250-300 DA à 450-500 DA/kg).

Cette tendance s'explique en premier lieu par l'importance des importations dont l'Algérie est fortement dépendante, tant en matières premières agricoles qu'en intrants (notamment alimentation animale, génétique, machinisme). Une augmentation du prix des matières premières agricoles s'observe au plan mondial: [selon la FAO](#), le mois d'août 2021 a enregistré une hausse des prix des produits alimentaires de 3,1% par rapport à juillet 2021, et une augmentation de 32,9% par rapport au mois d'août 2020, tendance haussière qui concerne particulièrement le sucre, les huiles végétales et les céréales. Dans le même temps, la forte dépréciation du dinar face aux devises étrangères observée depuis 2014 (-34% face à l'USD, -19% face à l'EUR entre 2014 et 2020) et qui a accéléré en 2021 (-17% face à l'EUR et -10% face à l'USD), renchérit le prix des biens importés.

Par ailleurs, au plan national, les fruits et légumes produits localement, ont vu leurs prix augmenter du fait du manque de pluviométrie, ce qui a entraîné des niveaux de production plus faibles depuis 2020. Ces facteurs climatiques ont provoqué une réduction de l'offre sur ces produits, ce qui a contribué à augmenter leurs prix. L'augmentation des prix de la volaille combine les deux facteurs (diminution de production du fait de la grippe aviaire et cherté de l'aliment

essentiellement importé). Des phénomènes de spéculation et de dysfonctionnement des filières sont également avancés.

Cette inflation touche les ménages économiquement vulnérables, les mettant en situation d'insécurité: les dépenses alimentaires peuvent peser pour plus de 50% chez les ménages modestes, affectés de plus par le ralentissement de l'activité économique et les pertes d'emploi et donc de revenu qui en découlent. Ce double effet perte de revenu et augmentation des prix est de nature à augmenter le nombre de ménages en situation de précarité alimentaire.

Banque Mondiale - Santé

Le dernier bulletin de conjoncture de la Banque Mondiale s'intéresse aux effets de la Covid-19 sur les inégalités

L'institution a publié dans son [bulletin de conjoncture du mois de juin](#), des travaux sur l'impact de la crise sanitaire sur les ménages les plus défavorisés. Malgré le manque de données relevé par le rapport (Cf. « aucune donnée ne mesure directement l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le bien-être des Algériens »), les auteurs ont établi des comparaisons régionales afin d'envisager une analyse de l'impact de la pandémie en Algérie.

Selon les travaux, les mesures de confinement sont plus susceptibles d'avoir impacté négativement les personnes vulnérables en raison d'un accès limité à internet et par manque d'équipement adéquat.

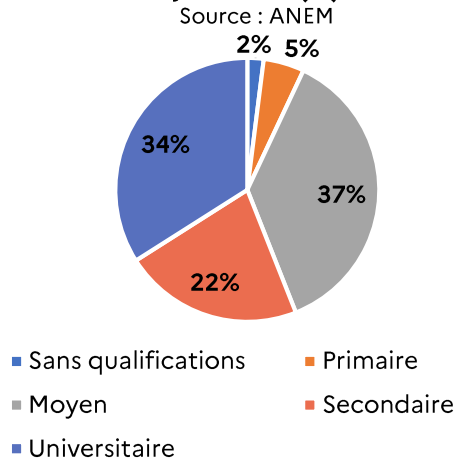
L'étude précise que seulement 26 % des Algériens disposeraient en effet d'internet à leur domicile. Dans le plus bas quintile de richesse des Algériens, les résultats exposent une situation encore plus précaire puisque seulement 6% des

individus disposeraient d'un ordinateur personnel et 1% aurait accès à Internet.

La promiscuité des logements et le manque d'accès à l'eau sont également susceptibles de dégrader leurs conditions de vie et augmenteraient le risque de contaminations dans ces foyers.

A noter que cet impact est confirmé par [l'enquête ANEM](#) qui fait état d'un nombre de demandeurs d'emploi sans qualification ayant augmenté de 35% entre mars 2020 et mars 2021, contre une augmentation de 31 % pour le personnel de soutien et les ouvriers spécialisés, 26 % pour les techniciens supérieurs et 24 % pour les cadres.

Demande d'emploi disponible par niveau d'instruction en Algérie en Juin 2021 (%)
Source : ANEM



Au regard de la Loi de Finance 2021, les économistes de la Banque Mondiale estiment que la dépréciation du dinar aura pour conséquence de renchérir le prix des biens et services importés, aggravant la situation économique et sociale. Selon l'institution, cette mesure est davantage susceptible d'éroder le pouvoir d'achat des catégories vulnérables mentionnées ci-dessus. Dans ses suggestions, la Banque estime que « l'introduction rapide de mécanismes de compensation ciblée

permettrait d'atténuer l'effet des réformes à venir sur ces segments de la population ». La Banque mondiale mentionne par ailleurs l'effet de la contraction des dépenses d'investissement dans le secteur de la construction, susceptible d'affecter les travailleurs peu qualifiés et le secteur informel.

L'étude s'interroge également sur le caractère inégalitaire du système de santé algérien, qui malgré des dépenses individuelles de santé plus élevées en comparaison à des pays au PIB comparable, demeure inégalement réparti. A titre d'illustration, le rapport évoque les différences de couvertures entre les personnes appartenant aux quintiles les plus riches (couverts à 88%) contre celles du quintile le plus inférieur (couverts à 54%). En conclusion, la Banque recommande de réformer du système de santé algérien, afin de le rendre plus équitable en matière de couverture financière.

Transition numérique

Le plan d'action du Gouvernement contient une série de mesures visant le développement des usages et la modernisation des infrastructures numériques

Le Plan d'action du gouvernement, soumis au Parlement le 13 septembre, prévoit l'amélioration de la qualité de la connectivité au profit des citoyens, des opérateurs économiques et des établissements publics, à travers notamment la rationalisation des fréquences radioélectriques et la généralisation de l'accès à Internet « très haut débit » avec l'intensification du déploiement de la fibre optique.

L'Algérie reste assez mal positionnée dans la plupart des classements internationaux mesurant la société de l'information (que ce soit

ceux de l'UIT, des [instituts spécialisés](#) ou [entreprises privées](#)). L'Algérie est par ailleurs l'un des pays connaissant les vitesses de connexion les plus faibles au monde (cf. *débit moyen de seulement 1,37 Mbps, l'Algérie est à la 182^{ème} place du classement établi par CEOWorld*), en raison notamment d'une dépendance au câble Sea-me-we 4, par lequel transite 80 % du trafic, et qui connaît régulièrement des pannes techniques. La situation est cependant en cours d'amélioration, avec la mise en service de deux nouveaux câbles, Orval/Alval (reliant Alger, Oran et Valence) et Medex (reliant Annaba aux États-Unis, construit par Alcatel-Lucent), entrés en service début 2019 et fin 2020.

Le Plan d'action du gouvernement comprend également un volet dédié au développement des *data center*, alors qu'Algérie Télécom ne s'est doté de sa propre infrastructure que très récemment.

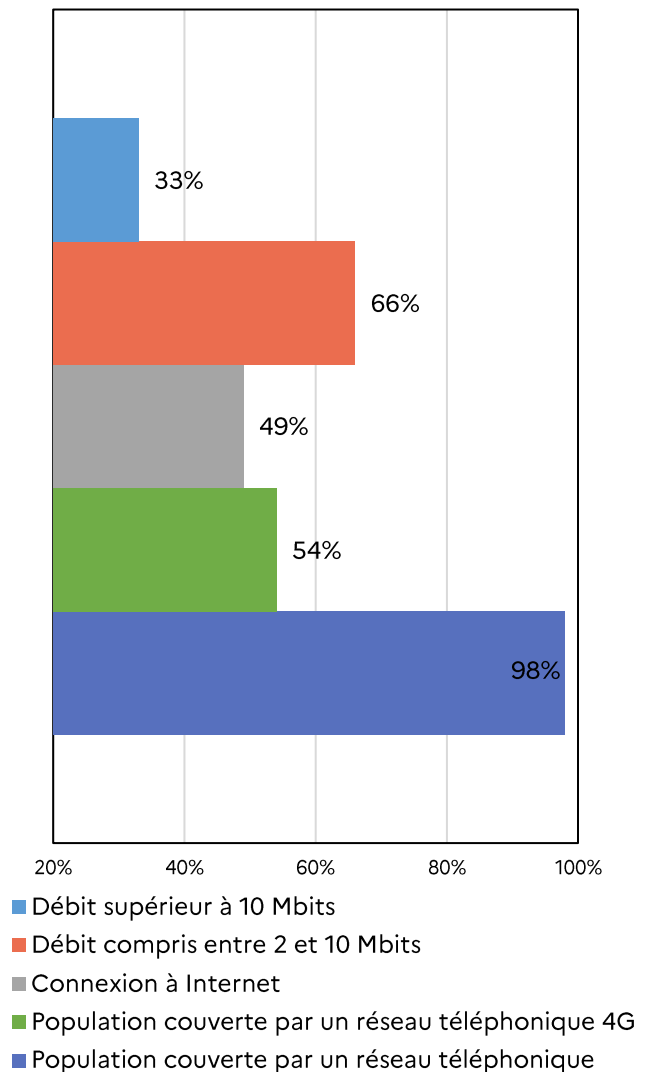
En matière d'usages, le Plan encourage le développement du commerce électronique, au travers notamment de la généralisation du paiement électronique et une plus grande articulation des services postaux à l'inclusion sociale et financière. Cela s'inscrit à la suite de l'adoption de la [loi n°18-05 du 10 mai 2018 relative au commerce électronique](#) qui a fixé un cadre juridique spécifique aux acteurs de cette activité en pleine expansion.

Enfin, des actions visent directement l'accélération de la transition numérique et le développement des *startups*, avec la création d'un cadre réglementaire adapté à l'*Open Innovation* et au *crowdfunding*, la création de réseaux nationaux de *Business Angels* et d'incubateurs, la réduction des charges patronales, l'encouragement au capital-risque, la création du statut d'auto-entrepreneur etc.

Ces mesures témoignent de l'importance accordée au développement du secteur numérique et viennent en complément des [amendements annoncés par la Banque d'Algérie en mars dernier](#) permettant aux prestataires des

Indicateurs numériques en Algérie, données 2018-2019 (%)

Source : UIT



services numériques, aux *startups* ainsi qu'aux professionnels non commerçants de disposer de la totalité de leurs recettes d'exportations logées dans les comptes devises. Selon les professionnels du secteur, les entreprises algériennes sont ainsi devenues aussi attractives que les acteurs traditionnels de l'*offshoring* – Maroc et Tunisie.

TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLES

Population (1^{er} janvier 2020, ONS)	44 millions d'habitants
PIB/habitant en USD PPA 2017 (prix constants 2020, FMI)	10 534 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91^{ème}/189)
Doing Business (classement 2020, Banque mondiale)	157^{ème}/190
Taux de chômage (mai 2019, ONS)	11,4%
Taux de change moyen EUR/DZD (mai 2021, Banque de France)	162,6
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – mai 2021, OPEP)	67,9 USD

INDICATEURS MACROECONOMIQUES ANNUELS

		2018	2019	2020	2021 (prev)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (Mds USD, prix courants FMI)	4 119	3 940	3 263	3 364
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	1,4	0,8	-6	2,9
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	3,3	2,4	-4,5	3,3
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	4,3	2	2,4	4,9
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-6,9	-9,3	-7,7	-13,6
	Dette publique (% du PIB)	38	46	53	63
	Dette extérieure brute (% du PIB)	1,8	1,7	2	3,4
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds \$)	60,1	54,3	36,6	42
	Exportations de biens et services (Mds \$)	44,4	38,3	24,4	31,2
	Balance commerciale (biens et services, Mds \$)	-15,7	-15,9	-15,6	-25,4

Source : FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international